

## RESPONSABILITÉ CIVILE RELATIVE AUX AVANTAGES SOCIAUX DU PERSONNEL

Les mots et expressions qui apparaissent entre guillemets (« ») ont une signification particulière, telle qu'elle est définie à la section **E**. Lorsqu'ils sont employés dans la présente Protection, les mots ci-dessous prennent les définitions suivantes :

**Vous, votre, vôtre et vos** désignent l'« **assuré désigné** ».

**Nous, notre, nôtre et nos** désignent la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa**.

### A. PROTECTIONS

#### 1. Objets de l'assurance

- a. Nous verserons les montants que l'assuré est juridiquement tenu de verser à titre de « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison d'un acte de négligence, d'une erreur ou d'une omission dans l'« administration » de votre « régime d'avantages sociaux du personnel ». Nous avons le droit et le devoir de défendre l'assuré contre toute « action » visant ces « dommages-intérêts compensatoires ». Toutefois, nous n'avons aucune obligation de défendre l'assuré contre une « action » en « dommages-intérêts compensatoires » visant un acte de négligence, une erreur ou une omission auxquels cette assurance ne s'applique pas. Nous pouvons, à notre discrétion, enquêter sur tout acte de négligence, toute erreur ou omission et régler toute réclamation ou « action » qui en résulte. Toutefois :

- (1) le montant versé pour les « dommages-intérêts compensatoires » est limité selon la disposition **C. MONTANTS D'ASSURANCE**; et
- (2) notre droit et notre devoir de défense prennent fin lorsque nous avons épuisé le Montant d'assurance applicable dans un règlement judiciaire ou extrajudiciaire.

Nous n'aurons aucune autre obligation ou responsabilité de verser des indemnités, d'agir ou de rendre des services, sous réserve explicite de la disposition **A.3. INDEMNITÉS SUPPLÉMENTAIRES**.

- b. Nous ne verserons d'indemnité que pour les « dommages-intérêts compensatoires » que vous êtes juridiquement tenu de verser à un « membre du personnel » de votre entreprise, actuel ou ancien, ou à leurs héritiers, bénéficiaires ou représentants légaux.
- c. Cette assurance s'applique uniquement si l'acte de négligence, l'erreur ou l'omission :
- (1) se produit à l'intérieur des « limites territoriales »;
  - (2) se produit pendant la période d'assurance; et
  - (3) a été commis par l'assuré ou par toute autre personne dont l'assuré est légalement responsable, dans l'« administration » de votre « régime d'avantages sociaux du personnel ».

#### 2. Exclusions

Cette assurance ne s'applique pas à ce qui suit :

- a. un méfait, une fraude, un acte criminel ou malveillant ou une omission criminelle ou malveillante, la discrimination ou l'humiliation;
- b. les « dommages corporels », les « dommages matériels » ou les « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité »;
- c. le défaut d'exécution du contrat par un assureur, ou par toute autre partie tenue de verser des prestations, y compris vous-même;
- d. une action découlant d'une insuffisance de fonds pour satisfaire aux obligations au titre de tout régime compris dans les « régimes d'avantages sociaux du personnel »;
- e. une action découlant de votre défaut de vous conformer aux dispositions impératives d'une loi concernant l'indemnisation des travailleurs, l'assurance-emploi, la sécurité sociale ou les prestations d'invalidité;
- f. Toute action découlant de ce qui suit :
  - (1) un rendement d'actions, d'obligations ou d'autres valeurs non conforme à vos déclarations, notamment leur incapacité à produire un gain financier, un profit ou une croissance;
  - (2) Tout conseil donné à une personne de participer ou non à un régime inclus dans le « régime d'avantages sociaux du personnel ».

### 3. Indemnités supplémentaires

Nous verserons une indemnité pour toute réclamation sur laquelle nous enquêtons ou que nous réglons, ou pour toute « action » contre un assuré que nous défendons, correspondant à :

- a. toutes les dépenses que nous engageons;
- b. le coût des garanties d'une mainlevée de saisie, mais seulement pour les montants correspondant au montant d'assurance applicable. Nous ne sommes pas tenus de fournir ces garanties;
- c. toutes les dépenses raisonnables que vous engagez à notre demande pour nous aider dans l'enquête ou la défense contre la réclamation ou l'« action », y compris une perte réelle de revenus en raison d'une absence du travail (jusqu'à concurrence de 250 \$ par jour);
- d. tous les coûts évalués ou qui vous sont imposés dans le cadre de l'« action »;
- e. les intérêts courus après l'inscription du jugement, jusqu'à concurrence du montant d'assurance applicable et avant d'avoir payé, offert de payer, ou déposé au tribunal la partie du jugement qui s'inscrit dans le montant d'assurance applicable.

Ces indemnités ne réduisent pas les montants d'assurance.

## B. ASSURÉS

### 1. Si vous êtes désigné dans les Conditions particulières

- a. en tant qu'individu, vous et votre conjoint êtes des assurés, mais seulement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise dont vous êtes l'unique propriétaire;
- b. en tant que société en nom collectif, société à responsabilité limitée ou coentreprise, vous êtes un assuré. Vos membres ou vos partenaires, ainsi que leurs conjoints, sont aussi des assurés, mais seulement dans le cadre de l'exercice de votre activité;
- c. en tant que société par actions à responsabilité limitée, vous êtes un assuré. Vos membres sont aussi des « assurés », mais seulement dans le cadre de l'exercice de votre activité. Vos gestionnaires sont aussi des assurés, mais seulement dans le cadre de leurs tâches à titre de gestionnaires de votre entreprise;
- d. en tant qu'organisme autre qu'une société en nom collectif, une société à responsabilité limitée, une coentreprise ou une société par actions à responsabilité limitée, vous êtes un assuré. Vos « dirigeants » et administrateurs sont des assurés, mais seulement dans le cadre de leurs tâches à titre de dirigeants et administrateurs de votre entreprise. Vos actionnaires sont aussi des assurés, mais seulement dans le cadre de leur responsabilité à titre d'actionnaires;
- e. en tant que fiducie, vous êtes un assuré. Vos fiduciaires sont aussi des assurés, mais seulement dans le cadre de leurs tâches à titre de fiduciaires.

### 2. Les personnes suivantes sont aussi des assurés :

- a. les « membres du personnel » de votre entreprise qui sont autorisés à administrer votre « régime d'avantages sociaux du personnel ».
- b. votre représentant légal si vous mourez, mais uniquement dans le cadre de ses tâches à ce titre. Ce représentant aura tous vos droits et obligations au titre de la présente police d'assurance;
- c. Tout organisme nouvellement acquis ou créé par vous, autre qu'une société de personnes, une société à responsabilité limitée, une coentreprise ou une société par actions à responsabilité limitée, et dont vous conservez la propriété ou dans laquelle vous avez un intérêt majoritaire, sera considéré comme un « assuré désigné » si cet organisme ne peut être couvert par une autre assurance similaire. Toutefois :
  - (1) la protection au titre de la présente disposition prend fin au 90e jour suivant l'acquisition ou la création de l'organisme, ou à la date de fin de la période d'assurance, selon la première éventualité;
  - (2) la protection au titre de la présente disposition ne s'applique à aucun acte de négligence ni à aucune erreur ou omission survenue avant que vous ayez acquis ou créé votre organisme.

Aucune personne ou aucun organisme n'est un assuré dans le contexte de toute société en nom collectif, société à responsabilité limitée, coentreprise ou société par actions à responsabilité limitée actuelle ou passée ne faisant pas partie des « assurés désignés » dans les Conditions particulières.

## C. MONTANTS D'ASSURANCE

Les Montants d'assurance précisés aux Conditions particulières et dans les règles ci-dessous fixent l'indemnité maximale que nous verserons, quel que soit le nombre :

- (a) d'assurés;
- (b) de réclamations ou d'« actions » engagées;

- (c) de personnes ou d'organismes faisant une réclamation ou engageant une « action ».
- (d) d'actes de négligence, d'erreurs ou d'omissions;
- (e) de régimes compris dans votre « régime d'avantages sociaux du personnel ».

1. Le Montant d'assurance stipulé dans les Conditions particulières correspond à l'indemnité maximale que nous verserons pour la somme de tous les « dommages-intérêts compensatoires » en raison d'un acte de négligence, d'une erreur ou d'une omission commise dans l'« administration » de votre « régime d'avantages sociaux du personnel ».

Ce montant représente également l'indemnité maximale que nous verserons au cours de la période d'assurance pour la somme de tous les « dommages-intérêts compensatoires » en raison d'un acte de négligence, d'une erreur ou d'une omission dans l'« administration » de votre « régime d'avantages sociaux du personnel ».

2. Le montant d'assurance s'applique séparément à chaque période annuelle consécutive et à toute période restante de moins de douze (12) mois, en commençant par le début de la période d'assurance précisé dans les Conditions particulières, sauf si la période d'assurance est prolongée après la délivrance pour une période supplémentaire de moins de douze (12) mois. Dans ce cas, la période supplémentaire sera réputée faire partie de la plus récente période écoulée aux fins de la détermination des montants d'assurance.

### 3. Franchise

Notre obligation de payer les « dommages-intérêts compensatoires » ne s'applique qu'aux « dommages-intérêts compensatoires » successifs à 500 \$, à moins que le montant de la Franchise figurant dans les Conditions particulières soit supérieur à ce montant. Protection pour la Responsabilité civile relative aux avantages sociaux du personnel

## D. CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE RELATIVE AUX AVANTAGES SOCIAUX DU PERSONNEL

Les conditions suivantes s'ajoutent aux Conditions générales de l'assurance et de l'assurance biens :

### 1. Faillite

La faillite ou l'insolvabilité de l'assuré ou de sa succession ne nous libère pas de nos obligations au titre de la présente assurance.

### 2. Obligations en cas d'incident, d'infraction, de réclamation ou d'action

- a. Vous devez veiller à ce que nous soyons avisés dès que possible de tout acte de négligence et de toute erreur ou omission pouvant donner lieu à une réclamation. Dans toute la mesure du possible, un tel avis doit préciser :

- (1) comment, quand et où l'acte de négligence, l'erreur, ou l'omission ont été commis;
- (2) le cas échéant, les noms et adresses des « membres du personnel » ayant subi des préjudices;
- (3) La nature et l'endroit de toute perte découlant de l'acte de négligence, de l'erreur ou de l'omission.

- b. En cas de réclamation ou d'« action » contre un assuré, vous devez :

- (1) consigner immédiatement les détails de la réclamation ou de l'« action » et la date de sa signification;
- (2) nous en aviser le plus tôt possible.

Vous devez veiller à ce que nous recevions un avis par écrit de la réclamation ou de l'« action » dès que possible.

- c. Vous et tout autre « assuré » en cause devez :

- (1) nous transmettre immédiatement des copies de toutes les demandes et convocations, et de tous les avis ou documents judiciaires reçus en lien avec la réclamation ou l'« action »;
- (2) nous autoriser à obtenir les dossiers et autres renseignements;
- (3) coopérer avec nous à l'enquête, au règlement de la réclamation ou à la défense relativement à l'« action »;
- (4) nous aider, à notre demande, dans l'exercice de tout droit contre une personne ou un organisme possiblement responsable envers l'« assuré » de blessures ou de dommages auxquels la présente assurance peut également s'appliquer.

- d. Aucun « assuré » ne doit volontairement effectuer un versement, assumer des obligations ou engager des dépenses, à d'autres fins que les premiers soins, sans notre consentement. Le cas échéant, l'assuré le fera à ses frais.

### 3. Action en justice contre nous

Aucune personne et aucun organisme n'ont le droit, au titre de la présente police d'assurance, de :

- a. se joindre à nous à titre de partie ou de nous engager de toute autre manière dans l'« action » en « dommages-intérêts compensatoires » d'un assuré;
- b. de nous poursuivre en lien avec la présente assurance, à moins que toutes ses dispositions soient pleinement respectées.

Une personne ou un organisme peut nous poursuivre en justice pour recouvrer un règlement amiable ou un jugement définitif contre un assuré obtenu après un procès; toutefois, nous ne saurons être tenus responsables des « dommages-intérêts compensatoires » qui ne sont pas couverts au titre des dispositions de la présente police d'assurance ou qui sont supérieurs au montant d'assurance applicable. Un règlement amiable est un règlement et une exonération de responsabilité signés par nous, par l'assuré et par le réclamant ou son représentant légal.

Toute action ou poursuite contre un assureur aux fins du recouvrement des sommes assurées payables contractuellement est absolument interdite, à moins qu'elle ne soit engagée dans le délai prévu par la *Loi sur l'assurance* ou d'autres lois applicables.

#### 4. Autre assurance

##### a. Assurance de première ligne

La présente assurance est de première ligne. Si l'assuré dispose d'une autre assurance valide et recouvrable pour un sinistre que nous couvrons au titre de la présente police d'assurance, nos obligations ne sont pas modifiées, sauf si une autre assurance est également de première ligne. Le cas échéant, nous partagerons l'indemnisation avec cette autre assurance selon la méthode décrite au paragraphe **b.** ci-dessous.

##### b. Méthode de partage

Si toutes les autres assurances permettent une indemnisation en parts égales, nous appliquerons également ce mode de partage. Selon cette méthode, chaque assureur verse un montant égal jusqu'au montant d'assurance qui s'applique à lui, ou jusqu'à ce qu'aucun solde ne subsiste, selon la première éventualité.

Si une autre assurance ne permet pas une indemnisation en parts égales, nous verserons les indemnités en fonction des limites. Selon cette méthode, la part de chaque assureur repose sur le rapport entre le montant d'assurance applicable de l'assureur et le total des montants d'assurance applicables de tous les assureurs.

#### 5. Vérification de la prime

- a. Nous établirons toutes les primes de la présente assurance conformément à nos règles et à nos taux.
- b. La prime précisée à la présente assurance à titre de prime initiale est une prime de dépôt seulement. À la fin de chaque période de vérification, nous établirons la prime acquise pour cette période. Les primes vérifiées arrivent à échéance et sont exigibles sur avis au premier assuré désigné. Si la somme des primes initiales et vérifiées ayant été versées pour la période d'assurance est supérieure à la prime acquise, nous rembourserons l'excédent au premier assuré désigné, sous réserve de la conservation de la prime minimale indiquée aux Conditions générales de la présente police.
- c. Le premier assuré désigné doit tenir des registres des informations dont nous avons besoin pour le calcul de la prime, et nous en transmettre une copie sur demande.

#### 6. Séparation des assurés, recours entre coassurés

Sauf en ce qui concerne les montants d'assurance et les droits ou les obligations expressément attribués dans la présente assurance au premier assuré désigné, la présente assurance s'applique :

- a. comme si chaque assuré désigné était le seul assuré désigné;
- b. distinctement à chaque assuré contre qui une réclamation ou une « action » est entreprise.

#### 7. Cession à l'assureur des droits de recouvrement contre autrui

Si l'assuré dispose de droits de recouvrement d'un versement fait par nous, en tout ou en partie, au titre de la présente police d'assurance, il nous cède ces droits. L'assuré ne doit rien faire pour compromettre ces droits à la suite du sinistre. À notre demande, l'assuré nous confiera l'« action » ou nous cédera ces droits et nous aidera à les faire respecter.

### E. DÉFINITIONS

- 1. « **action** » Procédure civile dans laquelle sont allégués des « dommages-intérêts compensatoires » en raison d'un acte de négligence, d'une erreur ou d'une omission couverte par la présente assurance. Une « action » comprend :
  - a. une procédure d'arbitrage dans laquelle de tels « dommages-intérêts compensatoires » sont réclamés et à laquelle l'« assuré » doit se soumettre ou se soumet avec notre consentement; et
  - b. toute autre procédure extrajudiciaire de résolution des différends dans laquelle de tels « dommages-intérêts compensatoires » sont réclamés et à laquelle l'assuré se soumet avec notre consentement.
- 2. « **administration** » Exécution des fonctions administratives suivantes pour un « régime d'avantages sociaux du personnel » :
  - a. application des règles déterminant l'admissibilité à la cotisation aux avantages sociaux;
  - b. calcul des crédits d'ancienneté et de rémunération pour les avantages sociaux;
  - c. rédaction des communications aux « membres du personnel »;
  - d. tenue des dossiers d'ancienneté et d'emploi des participants;



- e. préparation des déclarations exigées par les organismes gouvernementaux;
  - f. calcul des prestations;
  - g. orientation des nouveaux cotisants et conseils aux cotisants quant à leurs droits et à leurs options au titre du régime;
  - h. préparation des déclarations concernant les avantages sociaux des cotisants;
  - i. traitement des demandes.
3. « **publicité** » Avis diffusé ou publié pour le grand public ou pour des segments de marché particuliers, au sujet de vos biens, produits ou services, en vue d'attirer des clients ou des sympathisants. Aux fins de cette définition :
- a. les avis publiés comprennent les documents rendus accessibles par Internet ou par d'autres moyens de communication électroniques;
  - b. en ce qui concerne les sites Web, seule la partie d'un site Web portant sur vos biens, produits ou services aux fins d'attirer des clients ou des sympathisants est considérée comme une publicité.
4. « **dommages corporels** » Blessure, maladie ou affection causée à une personne, y compris le décès résultant de celles-ci, à tout moment.
5. « **dommages compensatoires** » Les dommages compensatoires ne comprennent pas les dommages punitifs ou exemplaires, ni la partie multipliée de dommages-intérêts multipliés.
6. « **limites territoriales** » désigne le Canada.
7. « **membre du personnel** » Comprend le « travailleur contractuel » et le « travailleur temporaire ».
8. « **régime d'avantages sociaux du personnel** » Un ou plusieurs des types d'assurance ou de régime suivants que vous offrez au bénéfice exclusif des « membres du personnel » de votre entreprise :
- a. assurance vie collective, assurance accident ou assurance maladie collectives, régimes de participation aux bénéfices, régimes de retraite et régimes d'achat d'actions, assurance-emploi, prestations de sécurité sociale, indemnisation des travailleurs et prestations d'invalidité;
  - b. tout autre programme d'avantages sociaux similaire que vous parrainez.
9. « **dirigeant** » Personne titulaire d'un poste de dirigeant créé par votre charte, vos statuts, vos règlements ou tout autre document de gouvernance semblable.
10. « **travailleur contractuel** » Personne dont les services vous sont loués par une société de personnel au titre d'un accord entre vous et cette société, pour effectuer des tâches liées à la conduite de votre entreprise. Les « travailleurs contractuels » ne comprennent pas les « travailleurs temporaires ».
11. « **préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité** » Préjudices, y compris les « dommages corporels » indirects, résultant d'une ou plusieurs des infractions suivantes :
- a. une arrestation, une détention ou un emprisonnement illégaux;
  - b. une poursuite abusive;
  - c. l'expulsion ou l'entrée injustifiées, ou l'invasion du droit d'occupation privée d'une pièce, d'un logement ou de locaux occupés par une personne, effectuées par ou au nom de leur propriétaire ou de leur bailleur;
  - d. la communication orale ou écrite, sous toutes ses formes, de renseignements qui constituent la diffamation d'une personne ou d'un organisme ou le dénigrement des biens, des produits ou des services d'une personne ou d'un organisme.
  - e. la communication orale ou écrite, sous toutes ses formes, de renseignements violant le droit à la vie privée d'une personne;
  - f. l'utilisation de l'idée publicitaire d'un tiers dans votre « publicité »;
  - g. la contrefaçon des droits d'auteur, de la présentation commerciale ou du slogan d'autrui dans votre « publicité ».
12. « **dommages matériels** » signifie :
- a. préjudice matériel causé à des biens matériels, y compris la perte de jouissance qui en résulte. Une telle perte de jouissance est réputée survenir au moment du préjudice matériel qui l'a causée;
  - b. perte de jouissance de biens matériels qui n'ont pas subi de préjudice matériel.
  - c. « **travailleur temporaire** » Personne qui vous est envoyée pour remplacer un « membre du personnel » permanent en congé ou pour répondre à des conditions de charge de travail saisonnières ou à court terme.